

BIOGRAPHIE SUR LANDING SAVANE

Né de parents qui n'ont pas été à l'école française, Landing SAVANE est inscrit en 1949 au CP1 à l'Ecole Elémentaire de Bakel où sert son père garde cercle, après le décès de son frère cadet Abdou SAVANE.

De 1950 à 1953, son père est affecté à Thiès où il fera le CP2, le CE1 et une partie du CE2. Il terminera le cycle primaire à l'école Faidherbe de Dakar.

En 1954-1955, il ne peut passer l'entrée en 6^{ème} n'ayant obtenu de dispense (il était considéré comme trop jeune par l'administration coloniale).

Il passera avec succès l'entrée en 6^{ème} en 1956 et est admis au Lycée Van Vollenhoven à Dakar comme demi-pensionnaire.

En 1957-1958 il est admis comme pensionnaire. Dans ce nouveau cadre d'étude, il fera d'excellents résultats scolaires jusqu'en Terminale.

Il obtient son BAC Maths Elem en 1963 avec mention. Il est sélectionné comme meilleur élève de terminale du Sénégal et désigné pour bénéficier d'une bourse de vacances du gouvernement Libanais qui lui donne l'occasion de faire son premier voyage par avion et sa première visite dans un pays étranger (le Liban).

De 1963 à 1966, il fait les classes de mathématiques supérieures et mathématiques spéciales au lycée Dumont d'Urville de Toulon.

Admis au CESD/ENSAE de Paris en 1966, il passe trois (03) années la capitale française, obtient son diplôme d'ingénieur statisticien économiste en juillet 1969 et il rentre aussi tôt au Sénégal.

I. ITINERAIRE PROFESSIONNEL ET INSTITUTIONNEL

En juillet 1969, Landing SAVANE obtient son diplôme d'ingénieur statisticien économiste au CESD/ENSAE (Ecole d'application de l'INSEE). Il entre dans la fonction publique sénégalaise et il est le premier cadre sénégalais à être nommé chef de la division de la démographie et des enquêtes. A ce titre, il organisera quelques enquêtes majeures telles que :

L'enquête démographique nationale (enquête à trois passages dont les travaux de collecte des données s'étendront sur 18 mois) 1972-1973.

Une prè-enquête budgets-consommation des ménages

Une enquête nationale sur l'artisanat.

En 1973, il refuse une offre d'emploi de la CEA (Nations Unies) à Addis Abéba pour rester au Sénégal.

De mars 1975 à avril 1976, Landing SAVANE est emprisonné pour des raisons politiques (atteinte à la sureté de l'Etat pour activités politiques subversives), condamné à deux ans de prison puis gracié.

De 1977 à 1982 : Il demande son détachement de la fonction publique puis sa mise en disponibilité de 1982 à 1987.

1977 à 1978 : Il est recruté comme Conseiller régional du BIT à Addis Abeba (Ethiopie) pour les études et recherches en population et développement. Il quitte ce poste après 1 an pour se rapprocher du Sénégal.

De 1978 à 1979 : Il est recruté comme coordonnateur de l'Unité Socio-économique et de Démographie (USED) qu'il met en place à l'Institut du Sahel du CILSS à Bamako. Après avoir lancé la structure, il refuse de prolonger son contrat et décide de rentrer au Sénégal pour poursuivre ses activités professionnelles et politiques.

De 1979 à 1993 : Il sera consultant international et fera des missions pour plusieurs organismes du système des Nations Unies : BIT, UNESCO, BANQUE MONDIALE, PNUD, INSTITUT DU SAHEL et surtout FNUAP. Il dirigera notamment des missions d'évaluation des besoins de base en matière de population pour le FNUAP dont il sera à la fois le chef de mission et le rapporteur. Il couvrira dans ce cadre les pays suivants : Mali, Mauritanie, Togo, Bénin, Congo Brazzaville, Burundi, Rwanda, République Centrafricaine, République du Cap Vert, Haïti.

Mr SAVANE sera aussi un des experts du groupe de travail et de recherches sur les migrations en Afrique de l'Ouest mis en place par le Centre de Développement de l'OCDE sous la supervision du démographe : Julien CONDE.

De 1977 à 1987 : Il sera chargé des Cours de Doctrines et de Politiques de population à l'Institut de Formation Démographique de Yaoundé (IFORD).

Tout au long de sa carrière professionnelle, il a participé et animé des sessions de nombreuses rencontres scientifiques internationales dont les principales sont :

- La 1^{ère} conférence africaine sur la population à Accra (décembre 1971)
- Le Forum sur l'Environnement à l'occasion de la 1^{ère} conférence mondiale sur l'environnement à Stockholm (juillet 1972)
- La 1^{ère} conférence mondiale sur la population à Bucarest Roumanie (aout 1974)
- La 2^{ème} conférence mondiale sur la population à Mexico, Mexique (1984)
- Les congrès de l'Union Internationale pour l'étude scientifique de la population de Liège (Belgique) puis de Manille (Philippines).

Il a participé aussi à la Réunion d'Experts organisée à Caracas (Venezuela) sur l'élaboration des indicateurs sociaux pour le développement.

Mr Landing SAVANE a été membre pendant cette période de :

- L'UIESP
- L'IIS
- L'UEPA

A partir de 1993, Mr Landing SAVANE est élu député à l'Assemblée Nationale et il va se consacrer essentiellement à ses activités politiques. Il créera cependant à l'Assemblée Nationale du Sénégal un Réseau des Parlementaire sur les migrations, les Droits Humains et le Développement et occupera les postes politiques suivants :

- 1993 : élu député à l'Assemblée Nationale du Sénégal avec la Coalition Jappo Ligueyal Senegal
- 1998 : élu député pour un second mandat. Elu vice-président de l'Assemblée Nationale.
- Mars 2000 : Nommé Ministre des Mines, de l'Industrie et de l'Artisanat dans le 1^{er} gouvernement de l'alternance.
- 2003-2004 : Ministre de l'Industrie et de l'Artisanat.
- 2004-2005 : Nommé Ministre d'Etat, Ministre de l'Industrie et de l'Artisanat.
- 2005-2007 : Nommé Ministre d'Etat auprès du Président de la République.
- 2007 : Elu député à l'Assemblée Nationale. Elu membre du Parlement de la CEDEAO.
- Avril 2008 - Avril 2009 : Nommé Ministre d'Etat auprès du Président de la République

Il a publié deux essais intitulés :

- Populations : Un point de vue africain - Editions EPO, asbl. 1988, Anvers Belgique
- Le Grand Tournant du XXe siècle : Un Regard Africain sur le Siècle des Ruptures.

Editions Phoenix Press International, 2010 – USA

Il a publié aussi deux recueils de Poèmes

- Luttés et Lueurs : Editions Silex 1987

Errances et Espérances : Editions Panafrika (Silex/Nouvelles du Sud) 2006.

II. L'ITINERAIRE SYNDICAL ET POLITIQUE

A – Les Années de jeunesse

C'est pendant son enfance et plus spécialement pendant ses années de lycée que Landing SAVANE sera exposé aux idéologies nationalistes et aux influences de partis politiques d'opposition.

En effet, il passait une partie de ses vacances à Ziguinchor chez ses oncles Ndiouga KONATE de l'Inspection du Travail et Youssouf (dit Kémokho) TRAORE agent des grandes endémies, tous deux cadres politiques aguerris du PRA-SENEGAL et proches compagnons de Assane SECK leader casamançais du PRA Sénégal. Les idées nationalistes du Président Ahmed Sékou TOURE étaient aussi particulièrement populaires en Casamance.

Après les indépendances, son père Sitapha SAVANE ancien garde cercle puis garde territorial et enfin garde républicain à l'indépendance, fut membre de la garde du Président du Conseil Mamadou DIA dont il gagna l'entière confiance et avec la famille duquel il maintint des relations privilégiées même après l'arrestation du Président Mamadou DIA en décembre 1962.

Enfin, le père SAVANE eût à recevoir Mr Abdoulaye GUEYE Cabri cadre dirigeant du PRA quand il était gardien chef de la Prison Civile de Dakar. Ce fut l'occasion pour lui d'établir de liens d'amitié et de fraternité avec ce leader de l'opposition.

Dans le parti UPS de Léopold Sédar SENGHOR, le père Sitapha SAVANE avait des amis et soutiens notamment parmi ceux qui étaient originaires de la Casamance comme Daniel CABOU et Emile BADIANE un cousin et confident de Prisca Khady SAGNA, sa 1^{ère} épouse. Il y avait aussi Ibou Diallo et Adama Diallo les principaux cadres politiques de Sédhiou.

Au lycée, Landing SAVANE avait décliné les offres de militantisme d'éléments de l'UPS comme du PAI se contentant de militer dans des associations et amicales de jeunes. En 1963, il avait été élu délégué des internes du lycée et avait dirigé, à ce titre, une journée de grève de protestation contre la qualité de la nourriture servie au réfectoire.

C'est seulement après le baccalauréat que l'étudiant Landing SAVANE s'impliquera ouvertement et pleinement en politique.

En classes préparatoires de mathématiques supérieures et spéciales aux grandes écoles à Toulon de 1963 à 1966, il avait découvert la révolution Chinoise à travers la Presse et nourri une quasi fascination pour la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne lancée par Mao Tse Toung.

Ce qui le séduisait chez Mao Tsé Toung, c'était d'abord le caractère paysan de la révolution chinoise, ensuite le rôle de la jeunesse dans la révolution culturelle, et enfin son anti-occidentalisme radical et sa confiance en la capacité des pays du tiers monde de mettre fin définitivement à l'hégémonie des pays occidentaux par la lutte armée.

Dès son arrivée à Paris en septembre 1966, Landing SAVANE concrétisait cette passion en adhérant à l'UEC (Union des Etudiants Communistes) du Parti Communiste Français puis à l'UJC.ML (Union des Jeunesses Communistes Marxistes Léninistes) qui allait en être issue après la rupture avec le PCF pro-soviétique. Après quelques mois à l'UJC-ML, Landing SAVANE décide de créer, avec quelques étudiants sénégalais membres de l'AESF, un groupe clandestin : le GML (Groupe Marxiste Léniniste) pour diffuser l'idéologie révolutionnaire dans le milieu étudiant sénégalais et préparer une révolution paysanne au Sénégal au besoin par la lutte armée car l'intégration de PRA à l'UPS en 1966 avait installé un système de parti unique de fait au Sénégal.

Pendant l'année universitaire 1967-1968, le GML constituera l'ossature du Bureau de l'AESF dont Landing SAVANE sera élu Secrétaire Général pour seconder Mr Tidiane Gueye du Mouvement des Etudiants PAI élu Président. En 1968-1969, Landing SAVANE est élu président de l'AESF mais il quitta la France dès juillet 1969 c'est-à-dire avant la fin de son mandat pour rentrer au Sénégal.

Son courant politique contestait, en effet, les orientations politiques du PAI considéré comme « révisionniste » pour ses sympathies prosoviétiques et les étudiants du ME-PAI étaient considérés comme des opportunistes pour leur tendance à demeurer éternellement à Paris devenant ainsi des révolutionnaires de salon. Toutefois un des leurs, le professeur de philosophie Babacar SINE était à l'époque à Paris et jouissait d'une grande aura dans les milieux étudiants.

Le courant de la « nouvelle gauche » préconisait, le retour au pays de tous ceux qui avaient terminé leurs études et leur implication dans les luttes révolutionnaires du peuple sénégalais.

Cette fascination avait pour héros préférés : Marx, Lénine, Staline et Mao Tsé Toung mais aussi Ho Chi Minh et Vo Nguyen Giap pour l'Indochine, Fidel Castro et Ernesto Guévara pour l'Amérique Latine, Malcolm X leader des Blacks Muslims, Stockely Carmichael leader du Black Power, Elridge Cleaver et Huey Newton leader des Blacks Panthers pour les USA. En Afrique du Nord : Nasser et Ben Bella, en Afrique Noire : Agostino Neto, Amilcar Cabral, Nkwame Nkrumah, Nelson Mandela et Sékou Touré.

Des auteurs comme le chercheur sénégalais Cheikh Anta Diop et le médecin antillais Franz Fanon étaient aussi très appréciés.

En 1968, Landing SAVANE et ses camarades s'étaient impliqués dans la tempête révolutionnaire qui avait secoué la France et le Sénégal. Présents sur les barricades à Paris, ils avaient animé, avec d'autres étudiants africains, les changements opérés à la Cité Universitaire Internationale de Paris où résidaient Landing SAVANE et d'autres étudiants sénégalais et africains. Le Pavillon de la France d'Outre Mer (FOM) avait été rebaptisé : Maison d'Afrique et l'AESF avait organisé une occupation pacifique de l'Ambassade du Sénégal à Paris en soutien à la lutte des étudiants de l'Université de Dakar.

Pendant les vacances de 1968, Landing SAVANE avait dirigé une délégation de l'AESF qui était venue au Sénégal apporter son soutien aux étudiants de Dakar et au peuple sénégalais à travers une tournée dans certaines régions du pays.

Il faut préciser cependant que les activités de Landing SAVANE n'étaient pas exclusivement orientées vers le Sénégal. Il avait certes démissionné, après quelques mois, de l'UJCML pour se concentrer sur la révolution au Sénégal mais il était présent, par internationalisme prolétarien, dans les Comités Vietnam de Base créés pour soutenir la révolution vietnamienne, dans les AAFC (Association d'Amitiés Franco-Chinoises) haut lieu de la propagande chinoise en faveur de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne et dans diverses manifestations de soutien aux luttes révolutionnaires des afro-américains aux USA et des peuples du tiers-monde. Il avait instauré dans l'AESF un CLET (Comité de liaison étudiants-travailleurs) actif dans les foyers de travailleurs africains en France où il s'efforçait d'aider les travailleurs sénégalais surtout à s'alphabétiser en français et aussi à comprendre la situation sociopolitique française.

Des tentatives de rapprochement entre le ME-PAI et le GML furent tentées à Paris et échouèrent finalement et les deux entités politiques restèrent en compétition pour le contrôle du mouvement étudiant à Paris même si les « maoïstes » l'ont emporté en 1968-1969.

A Paris, Landing SAVANE et son compatriote Omar Blondin DIOP, brillant étudiant normalien de la Rue d'ULM allaient se rencontrer et travailler ensemble pendant quelques années en France puis au Sénégal avant de se séparer en 1970 du fait de divergences politiques sur la conduite de la révolution au Sénégal.

L'écho de la révolution culturelle chinoise en Afrique et dans le monde, le « Petit Livre Rouge » de Mao et les émissions de « Radio Pékin » avaient un impact certain sur la jeunesse sénégalaise en particulier et africaine en général. Au Sénégal ils étaient largement utilisés dans le travail de propagande de la « Nouvelle Gauche ».

B – La Lutte Clandestine au Sénégal

Pendant l'hivernage 1969, Landing SAVANE et Omar Blondin DIOP rentrent à Dakar pour travailler à promouvoir le processus révolutionnaire. Le premier a terminé ses études et travaille à la Direction de la Statistique comme chef de Division. Le second a décidé de suspendre les siennes.

Landing reçut, dès son retour au Sénégal, la visite d'éléments se réclamant du PCS (Parti Communiste Sénégalais, une scission maoïste du PAI) qui affirmaient avoir mis en place un front pour lutter contre le pouvoir de Senghor.

Landing, Omar Blondin et leurs amis étudiants et élèves avaient créé de leur côté le MJML (Mouvement des Jeunes Marxistes Léninistes). A l'Université de Dakar, c'est le MEPAI qui était alors hégémonique de même que le PAI l'était dans le mouvement syndical enseignant.

Dans l'atmosphère de l'après 1968, luttes des élèves, des étudiants et des syndicats continuent de secouer la scène politique sénégalaise et le MJML s'impliquait à fond tout en essayant de s'implanter en milieu paysan dans les régions périphériques et dans le bassin arachidier ainsi que dans certaines grandes zones ouvrières (régie des chemins de fer à Thiès, zone de Taïba, la CSS à Richard Toll notamment).

En tant que chef de la division de la démographie et des enquêtes à la Direction de la statistique, Landing SAVANE faisait des tournées fréquentes dans le pays et en profitait pour organiser les jeunes et animer des structures paysannes et quelques cellules ouvrières. En 1970, le PS qui essayait d'expliquer, à travers des conférences publiques, sa politique à la jeunesse du pays, se heurta à la présence de militants de gauche comme Landing, Omar Blondin Diop et autres militants étudiants qui firent échouer cette campagne d'explication. Dès 1971, plusieurs militants et sympathisants maoïstes furent arrêtés à l'occasion des grèves scolaires et universitaires. Des camarades étudiants furent exclus de l'Université de Dakar pour faits de grève et résistance violente aux autorités.

La police procéda ainsi à l'arrestation, à Usine Ben Tally, au domicile de la famille SAVANE, de Ciré SAVANE, Robert COLY, Salomon SAGNA, Diamanty SOUANE et autres membres de la famille dont le domicile avait été identifié comme un des centres de coordination des activités syndicales des étudiants et élèves de l'époque. Au lycée Charles De Gaulle de Saint Louis, c'est Pape Touty Sow qui sera arrêté. Ils passèrent ainsi plusieurs mois en prison.

Le pouvoir décida aussi l'exclusion, de l'Université Cheikh Anta Diop, des jeunes militants de gauche comme Marie Angélique SAGNA, Amadou TOP, Abdoulaye BATHILY, Mamadou Diop Decroix et l'intégration forcée des garçons, dans l'armée en 1971, une année de répression particulièrement dure du mouvement étudiant et élève.

Les formes de luttes utilisées par la jeunesse incluait, en plus des grèves, des attaques diverses contre les véhicules de l'administration et de hauts cadres du pouvoir ou de diplomates qui étaient saccagés ou brûlés pour protester contre la politique pro-occidentale et antipopulaire du pouvoir.

Au moment de la visite du Président Pompidou au Sénégal en 1971, il y aura un vaste mouvement de protestation et un groupe radical tentera de mettre le feu au Centre Culturel Français.

C'est dans le cadre de l'enquête policière contre ces « incendiaires » que Omar Blondin Diop, qui était retourné en France, sera arrêté au Mali et extradé au Sénégal. Il mourra en prison en 1973 par « suicide » selon le pouvoir, thèse contestée par les démocrates qui ont considéré qu'il avait été assassiné. La jeunesse dakaroise manifesterà violemment à l'annonce de sa mort.

Le bouillonnement, quelque peu gauchiste des années 1970-1971, prendra fin en 1972 à l'issue de débats qui avaient conduit à plusieurs ruptures au sein du mouvement maoïste : rupture organisationnelle entre le MJML et le PCS, rupture entre le groupe animé par Omar Blondin Diop et celui animé par Landing SAVANE et enfin rupture entre les deux tendances qui étaient restées dans le MJML dont celle animée par Landing SAVANE avait décidé de remettre en question les orientations gauchistes qui prévalaient pour promouvoir le retour à une ligne de masse maoïste authentique basée sur une action politique, moins spectaculaire mais plus féconde, de liaison avec les masses ouvrières et paysannes.

Après ces différentes ruptures, le groupe de Landing SAVANE mettra en place en 1973 un nouveau cadre organisationnel édifié sur la nécessité de privilégier les enquêtes et recherches pour l'organisation des masses plutôt qu'un activisme et un gauchisme stériles. Pour ce groupe, la révolution ne devait pas être le résultat de l'activité d'un petit groupe d'avant-garde mais elle devait être le produit de la mobilisation des masses populaires conscientes.

En décembre 1974 se réunit le congrès clandestin qui met en place And-Jéf qui dut, au même moment, faire face à la police qui avait réussi à arrêter des militants engagés dans la diffusion de l'organe clandestin « Xarebi – La – Lutte » qui avait succédé aux publications antérieures comme les tracts signés par le « CIARP » (comité d'initiative pour une action révolutionnaire prolongée) et le journal ronéoté : « Le Fils du Peuple » (FDP).

L'affaire Xarebi conduira à l'arrestation de nombreux cadres du parti dont Amadou Top, Mamadou Diop Decroix, Pape Touty Sow, Mazide Nadiaye, Abdourahmane Kounta, Engenie Rokhaya Aw, Roger Bonaventure Coly en plus de Landing SAVANE, lui-même, qui sera arrêté en mars 1975 à l'aéroport de Dakar, de retour d'une mission à l'extérieur du pays.

Son frère Alassane SAVANE interpellé en janvier à Ziguinchor où il travaillait pour l'ONCAD, réussit à échapper aux policiers pour se réfugier finalement en Guinée Bissau.

Le procès des inculpés aura lieu en fin mars 1975 et des condamnations seront prononcées dont la plus lourde contre Landing SAVANE condamné à deux ans de prison ferme et contre son jeune frère Alassane SAVANE condamné par contumace à 5 ans de prison. Pendant leur séjour en prison, Landing SAVANE et ses compagnons, qui avaient eu pour avocat Me Babacar NIANG reçurent, par son intermédiaire, une proposition de reconnaissance de leur parti par le PS pour compléter le champ politique par la mise en place d'un parti communiste à côté du parti socialiste et du parti démocratique sénégalais de Me Abdoulaye Wade devenu parti libéral. Le groupe rejeta la proposition en exigeant que le multipartisme intégral soit instauré au Sénégal et en refusant d'accorder à Jean Collin, tout puissant ministre de l'Intérieur, un quelconque droit de décider quel parti devait être reconnu ou pas.

Resté seul en prison, après la libération de ses codétenus de « l'affaire Xarebi » qui avaient purgé leurs peines de prison de plusieurs mois, Landing SAVANE sera gracié le 4 avril 1975 pour les besoins de l'adhésion du parti socialiste à l'internationale socialiste qui exigeait qu'il n'y ait plus de détenu politique au Sénégal.

Après sa libération, Landing SAVANE décide, sur conseil de ses camarades, d'accepter de partir à l'étranger quelques années pour se « faire oublier » et faciliter la reconstruction du mouvement clandestin.

Il obtient son détachement par l'administration et reste deux années comme expert des Nations Unies à l'étranger, en 1976-1977 à Addis Abeba et en 1978-1979 à Bamako, avant de rentrer de nouveau au Sénégal où il profite de ses positions de détachement, au début, puis de disponibilité, pour avoir la liberté nécessaire et se consacrer à ses activités politiques tout en faisant des missions à l'étranger comme consultant international. Il sera le principal bailleur de fonds du mensuel légal que publiera le mouvement clandestin à partir de 1979 sous le nom de « Jaaydoole bi – le prolétaire » dont il sera le rédacteur en chef et dont Amadou Top sera le directeur de publication.

Cette première expérience de presse légale radicale fut un grand succès et elle contribua largement à la dénonciation de la politique pro-occidentale du régime de Senghor et des mesures antipopulaires qui étaient à la base du malaise paysan et du démantèlement des entreprises publiques au nom d'une privatisation néolibérale injustifiée imposée par le FMI et la Banque Mondiale.

A cette époque beaucoup de démocrates et d'opposants sénégalais avaient décidé de défier le pouvoir PS en créant des partis et en se battant pour leur reconnaissance.

Ainsi après le PAI et la LD issue d'une scission au sein du PAI ainsi que And-Jëf, le RND du Pr Cheikh Anta Diop, le MDP du Président Mamadou Dia, l'ODP de Abdoulaye Ly et Abdoulaye Guèye avaient vu le jour et une coordination des partis non reconnus (COSU/Coordination de l'opposition sénégalaise unie) avait été mise en place pour exiger le multipartisme intégral.

C'est dans ce contexte que le Président Léopold Sédar Senghor inquiet de l'ampleur de la crise politique et sociale, conscient de l'usure du pouvoir, décide d'organiser son départ en démissionnant de la Présidence de la République en décembre 1980 et en imposant, par la grâce de l'article 35 de la constitution, son premier ministre de 10 ans, Mr Abdou Diouf comme président de la république pour terminer son mandat.

Entre 1969 et 1980, le courant de la « nouvelle gauche révolutionnaire » avait réussi à développer toutes sortes d'activités, d'une grande originalité, qui avaient contribué, de façon significative, à la prise de conscience de la jeunesse sénégalaise. Il faut surtout retenir la création et le foisonnement d'ASC (Associations Sportives et Culturelles) dans le pays avec un volet sportif, bien sûr, mais surtout culturel se traduisant par la création de troupes de théâtre dont les chants et les danses avaient un contenu nationaliste et militant. Des recherches furent effectuées aussi sur l'histoire de la lutte anticoloniale et permirent de faire des publications ronéotypées pour réhabiliter des héros et héroïnes comme Lamine Arfang Senghor et Garang Kouyaté, Aline Sitoé Diatta du Kassa, Ndatte Yalla et Njembett Mbodj du Walo. Des efforts furent entrepris aussi pour l'alphabétisation des populations paysannes et ouvrières dans les langues nationales. Sur toutes ces questions de nombreux jeunes engagés et déterminés se mobilisèrent pour aller passer leurs vacances dans les campagnes et effectuer des enquêtes et recherches de qualité sur la situation dans le monde rural et dans les grandes entreprises capitalistes et dénoncer l'exploitation tout en réhabilitant notre histoire et notre culture.

C'est aussi à la fin des années 1970 que la « Nouvelle Gauche » commencera à initier des Associations d'appui au Développement Communautaire qui donneront, plus tard, naissance à des ONGs progressistes dont le travail sera orienté vers le développement à la base.

L'accession de Abdou Diouf à la Présidence de la République suscita condamnations et protestations véhémentes de la classe politique et de la société civile si bien que celui-ci dû, dès son installation, accepter d'instaurer le multipartisme intégral, pour se faire accepter. Il reçut en juillet 1981 les chefs de tous les partis nouvellement créés et leur tint un discours d'apaisement ouvrant ainsi une nouvelle page dans l'évolution politique du pays.

C - La lutte pour l'alternance

Installé au pouvoir par la grâce de l'article 35 de la Constitution, le Président Abdou Diouf, qui avait dû concéder, immédiatement, le multipartisme intégral pour disposer d'une trêve politique lui permettant de consolider son pouvoir, doit faire face à de multiples difficultés.

La première provient de l'insurrection organisée en Gambie par le mouvement de Kukoye Samba Sagna qui, en juillet 1981, tenta de renverser le président Daouda Diawara par la force. Le Président Abdou Diouf décide alors de faire intervenir l'armée sénégalaise pour mater la rébellion. On ne dispose toujours pas d'un bilan objectif de cette intervention mais on sait qu'elle a coûté de nombreuses vies humaines (militaires et civils) aux deux parties en conflit et elle se termina par la victoire des forces d'intervention sénégalaises et la débâcle des insurgés malgré la condamnation unanime par l'opposition sénégalaise de l'intervention. Kukoye Samba Sagna dû prendre le chemin de l'exil.

Dès l'année suivante en décembre 1982, éclate l'insurrection Casamançaise sous l'égide du MFDC qui réclamait l'indépendance de la région sud du pays. Le conflit qui commença avec la répression des manifestants de Ziguinchor en décembre 1982, se poursuit encore aujourd'hui. Il a fait des milliers de victimes, depuis lors, malgré diverses tentatives de négociations qui ont toujours échoué.

L'Abbé Diamacoune Senghor, inspirateur, idéologue et guide spirituel de la rébellion fut mis en prison pendant de longues années. Ce qui n'empêcha pas le conflit de s'exacerber sur le terrain avec le recours à toutes sortes de moyens militaires dont les mines avec leur lot de victimes innocentes.

Au plan national, le régime d'Abdou Diouf dût faire face à un mécontentement croissant des populations causé par la situation dont il avait hérité qui se caractérisait par des difficultés budgétaires et un endettement insoutenable de notre pays.

Le FMI et la Banque Mondiale, qui avaient introduit au Sénégal avant l'arrivée de Diouf un plan de redressement économique et financier, imposèrent, à notre pays, un plan d'ajustement structurel avec un train de mesures d'austérité qui, à leurs yeux, permettrait au pays de redresser sa situation : privatisations des sociétés d'Etat, réduction des subventions, dégraissage de la fonction publique ont constitué notamment les mesures phares des institutions de Bretton Woods. Ces mesures ont naturellement provoqué une inflation et un chômage important et alimenté le mécontentement populaire pendant toute la décennie 1980. La dissolution de l'ONCAD, en particulier, a alimenté des luttes syndicales prolongées et suscité un grand désarroi dans le monde paysan. Le tissu industriel sénégalais a été quasiment démantelé, notamment le secteur textile, et le chômage des jeunes a atteint des proportions insoutenables.

Le Parti And-Jëf/MRDN a participé durant cette période à toutes les luttes populaires destinées à défendre le pouvoir d'achat des populations et à préserver les emplois des travailleurs.

En 1983 eurent lieu les premières élections organisées par le régime de Abdou Diouf, plusieurs partis d'opposition (le PIT et la LD) soutiennent la candidature de Abdoulaye Wade. And-Jëf, lui, décide, après des discussions houleuses, de s'abstenir et d'organiser un boycott actif de ces échéances.

Le parti se fondait sur le fait que la démocratisation n'était pas encore une réalité et considérait qu'elle n'était pas sincère. IL s'attendait donc au retour à un régime autoritaire et ne voulait pas jeter ses forces dans une bataille qui n'avait pas d'avenir. Ce point de vue n'était cependant pas majoritaire dans le parti.

Ce boycott que le Secrétaire Général Landing SAVANE avait dénoncé dans une réunion du Conseil National fut, cependant, décidé, pour sauver l'unité du parti. Il coûta cher au parti qui perdit de nombreux cadres politiques et militants qui ne comprenaient pas pourquoi un parti légal, de la trempe de And-Jëf/MRDN, refusait de participer aux joutes électorales. Naturellement, Abdou Diouf gagna ces élections mais il ne réussit pas, pour autant, à imposer son autorité au pays. Le parti libéral de Me Wade qui contestait le régime restait fort et puissant dans l'ensemble du pays. Les partis de gauche contrôlaient la plupart des syndicats et le mouvement étudiant et élève ne laissant aucune trêve au régime. De 1983 à 1988, la situation du pays ne s'améliorait guère, bien au contraire. Beaucoup de sénégalais espéraient donc que les élections de 1988 allaient permettre l'alternance.

Après un bilan lucide de la tactique électorale du parti en 1983, And-Jëf/MRDN décida de participer à l'élection présidentielle de 1988 comme « candidat sans illusion ».

Le parti avait compris que même si les élections n'étaient pas réellement démocratiques, la campagne électorale permettait de faire connaître le parti, son leader et son projet de programme alternatif publié le 1er décembre 1985 et donc de faire progresser le combat politique.

L'élection présidentielle de février 1988 fut une confrontation de grande envergure entre le parti socialiste et les partis d'opposition. Pour ne prendre aucun risque, Abdou Diouf fit arrêter Me Abdoulaye Wade et ses principaux alliés Amath Dansokho et Abdoulaye Bathily dès la clôture du scrutin et avant la collecte des résultats. Le PS proclama l'état d'urgence dans le pays et publia des résultats qui lui donnaient une victoire confortable. Mais cela n'empêcha pas le mécontentement populaire de se manifester. And-Jëf dont les résultats annoncés étaient insignifiants joua cependant un rôle crucial dans la lutte de la jeunesse sénégalaise en général et dakaroise en particulier contre l'Etat d'urgence prenant, pour l'essentiel, la direction des manifestations de rues et des affrontements contre les forces de l'ordre. Les étudiants et élèves qui étaient en grève avant le même le scrutin poursuivirent leur mouvement jusqu'à la fin de l'année scolaire et universitaire 1987/1988 au risque de connaître une année blanche.

Abdoulaye Batilly fut rapidement remis en liberté par le régime de Abdou Diouf, tandis que Amath Dansokho considéré comme l'allié principal de Wade resta en prison avec lui jusqu'à leur libération au mois de 1988. Le Président Abdou Diouf proposa d'organiser une table ronde pour discuter de Tout, notamment des questions électorales.

Tandis que Abdoulaye Wade, ses principaux alliés et l'essentiel de l'opposition accueillirent favorablement la proposition d'Abdou Diouf, And-Jëf/MRDN la rejeta, sans ambiguïté, estimant qu'il s'agissait d'un piège tendu à l'opposition.

La table ronde se tint et elle n'aboutit en fait qu'à un résultat tangible : la décision d'élaborer un code électoral consensuel pour éviter des troubles aux échéances électorales suivantes.

Une commission fut organisée autour du juge Kéba Mbaye. Tous les partis, y compris And-Jëf/MRDN, y participèrent. Un code électoral consensuel y fut élaboré et adopté en 1991. A sa suite, Abdou Diouf décida d'élargir son gouvernement et des représentants du PDS (4) et du PIT (2) y furent admis. Abdoulaye Wade quitta le gouvernement avant les élections de 1993, tandis que le PIT y restait.

Après les élections de 1988, quelques partis de gauche tentent de se rapprocher et de s'unifier. Au total ce sont And-Jëf/MRDN, l'UDP, l'OST et les Cercles de lecteurs de « Suxuba » qui créèrent en 1991 le Parti And-Jëf/PADS.

Pour l'élection présidentielle de 1993, le parti élaborait un document 80 pages de « Programme Alternatif de And-Jëf/PADS » publié en août/septembre 1992. A la veille de l'élection, une présentation plus accessible fut publiée sous le titre : « Mon Ambition pour le Sénégal ».

En 1993, la candidature de Landing SAVANE fut soutenue par le Président Mamadou Dia, ancien Président du Conseil et Premier Maodo du MSU. A l'issue du scrutin, Landing SAVANE « le candidat de l'espoir et de l'unité populaire » arrive en 3ème position avec un score de plus de 5 % après Abdou Diouf et Abdoulaye Wade. Il fut considéré, à l'époque, par beaucoup d'électeurs comme le successeur naturel de Abdou Diouf à la Présidence de la République pour l'an 2000.

Le scrutin de 1993 avait été lui aussi entaché de nombreuses irrégularités mais l'assassinat du vice-président du Conseil Constitutionnel Me Babacar SEYE avait créé une situation de vive tension et empêché finalement une expression vigoureuse du mécontentement populaire dans les rues comme en 1988.

Pour le pouvoir, Abdoulaye Wade était le commanditaire de l'assassinat. Abdoulaye Wade se considérait, au contraire, comme la victime d'un complot. Abdou Diouf proposa néanmoins la mise en place d'un gouvernement élargi à l'opposition qui permit à la LD/MPT de rejoindre le PIT au gouvernement. And-Jéf/PADS rejeta l'offre de Abdou Diouf et décida de rester dans l'opposition aux côtés de Abdoulaye Wade.

And-Jéf ne croyait pas en une participation gouvernementale sans programme commun et le parti estimait que cette entreprise visait en réalité à isoler Abdoulaye Wade et à éliminer toute opposition dans un contexte économique difficile.

Au lendemain des élections, la situation sociale continuait de se dégrader, à vive allure, dans le pays et le pouvoir dû mettre en place « un plan d'urgence » qui devait être piloté par le duo Sakho (Ministre de l'économie et des finances)- Loum (Premier Ministre).

L'opposition avec à sa tête le PDS, And-Jéf/PADS et les Moustachidines Wal Monstachidati se mobilisa avec les syndicats contre le plan d'urgence. Il ne se passait pas de semaine sans mobilisation de masse. Même la prière du vendredi permit d'organiser des regroupements. Le pouvoir fut contraint d'arrêter certains responsables. Ainsi Landing SAVANE, Ousmane Ngom et des responsables des Moustachidines furent arrêtés une première fois et déferés au Camp Penal de Hann pendant plusieurs jours. Peine perdue.

Les manifestations se multiplièrent avec le soutien de la population jusqu'en février 1994. Un meeting organisé aux allées du centenaire se termina par un drame avec l'assassinat de six policiers qui donna, au pouvoir, le prétexte rêvé pour arrêter les leaders comme Serigne Pape Malick Sy, Landing SAVANE et Abdoulaye Wade.

Les populations continuèrent de manifester pour la libération des leaders emprisonnés et contre le plan d'urgence. Le pays traversait de nouveau une situation de crise grave. En juillet 1994, les détenus de février furent libérés suite à une grève de la faim. Des conciliabules qui avaient commencé secrètement entre Abdoulaye Wade et Abdou Diouf se poursuivirent et aboutirent à un nouvel accord et à une nouvelle entrée de Abdoulaye Wade au gouvernement du PS en 1995.

And-Jéf/PADS déclina une nouvelle fois (la 3ème fois au PS) l'offre d'entrer au gouvernement préférant rester dans l'opposition malgré l'insistance de Me Wade. Même si la tension avait baissé d'un cran avec la libération des leaders de l'opposition, le mécontentement était réel dans le pays. A l'issue des élections législatives de 1998, on put constater un recul électoral accentué du PS qui n'obtenait plus la moitié des suffrages.

L'opposition pouvait donc espérer une victoire en 2000. Analysant froidement les résultats et le contexte politique, And-Jéf/PADS estima que la seule façon de réaliser l'alternance consistait à faire de Abdoulaye Wade le candidat de l'unité et à aller ensemble à l'élection présidentielle. Wade accueillit favorablement cette idée à laquelle adhérèrent ensuite Amath Dansokho et Abdoulaye Bathily permettant de mettre en place la CA-2000. D'autres partis y adhéreront par la suite comme le MSU du Président Mamadou Dia, l'UDF/Mboolomi, etc...

Pendant la période 1998-2000 Landing SAVANE avait été élu 7ème Vice-président de l'Assemblée Nationale au compte du groupe parlementaire PDS-AJ-PIT auquel il appartenait. Dans l'enceinte de l'Assemblée, Abdourahim Agne, Président du groupe parlementaire PS essayait, en vain, de proposer au camarade Landing SAVANE, d'opter pour une coalition avec le PS de gauche plutôt qu'avec le PDS libéral. Mais les dès étaient déjà jetés et AJ/PADS était convaincu de la nécessité de mettre fin à quatre décennies de pouvoir d'un seul parti même si la méfiance à l'égard d'Abdoulaye Wade et de son parti libéral était largement partagée au sein de AJ/PADS.

De 1998 à février 2000, la CA-2000 adopta un programme, mit en place sa stratégie de campagne qui lui permirent d'empêcher une victoire de Abdou Diouf au 1er tour. Au 2ème tour, la majorité des partis d'opposition se retrouva dans le FAL pour faire élire Abdoulaye Wade. Abdou Diouf, fair-play, fit une déclaration pour reconnaître sa défaite permettant ainsi au Sénégal de réussir la première alternance politique de son histoire. Dans ce combat, Landing SAVANE avait joué un rôle central en acceptant de mettre gratuitement la permanence du parti à la disposition de la CA-2000 puis du FAL. Il avait aussi, devant les difficultés financières de Abdoulaye Wade, vendu une villa HLM qu'il avait à Gibraltar 1 pour pouvoir financer ses activités de campagne.

Mais à la proclamation des résultats du 2ème tour, tous les acteurs politiques étaient fiers et pleins d'espoir pour cette alternance à laquelle tous avaient contribué selon leurs moyens. Le peuple Sénégalais debout savait qu'il venait de réussir un test majeur dans l'évolution politique du pays. Il espérait tourner définitivement la page des années difficiles et comptait, pour cela, sur la coopération des meilleurs de ses fils qui s'étaient retrouvés unis dans l'opposition pour mettre fin à quarante ans de pouvoir du Parti Socialiste.